

ÉCONOMIE • ÉCONOMIE FRANÇAISE

La France attire toujours les investisseurs étrangers

En dépit de la crise énergétique, le nombre de projets sur le sol hexagonal a augmenté de 7 % en 2022. Un quart d'entre eux sont de nature industrielle.

Par Béatrice Madeline

Publié hier à 10h01, mis à jour hier à 11h33 • Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Malgré la dégradation du contexte économique et la violente crise énergétique qui sévit en Europe, les investissements étrangers en France sont restés bien orientés en 2022, s'est félicité le président de la République, Emmanuel Macron, dans un tweet, lundi 27 février. L'an dernier, 1 725 projets d'investissement physique (création ou extension d'un site de production, centre de R&D, centre de décision, services aux entreprises...) ont élu domicile sur le territoire national, soit 7 % de plus qu'en 2021. Ils généreront au total 58 810 emplois, en hausse de 31 %, selon les chiffres communiqués par l'Élysée.

Lire aussi : [Investissements étrangers : la France reste le pays le plus attractif d'Europe](#) _

Ce « *bon bilan* », souligne-t-on au sommet de l'État, est d'autant plus rassurant que la crise énergétique, la reprise de l'inflation et la guerre en Ukraine « *ont été sources d'incertitudes [en 2022] pour les investisseurs non européens* ». D'ailleurs, les Américains sont redevenus les premiers investisseurs étrangers en France, avec 7 % des projets et 29 % des emplois.

Les Allemands, sur la première marche du podium il y a deux ans, se placent en deuxième position. Particulièrement pénalisés par la crise énergétique, ils affichent des chiffres plutôt en retrait par rapport à 2021, avec 14 % de projets en moins. Troisième au classement, le Royaume-Uni réalise un peu plus de projets, mais avec moins d'emplois au total.

Environ la moitié des projets sont totalement nouveaux et vont sortir de terre, le reste consiste à étendre ou à développer un site existant. Cela montre que « *ceux qui ont déjà investi sont contents et poursuivent* », observe l'Élysée. Autre motif de satisfaction, l'industrie est bien représentée. Un projet sur quatre (26 %) et 30 % des emplois créés sont de nature industrielle. Trois secteurs se détachent par leur dynamisme : l'économie circulaire (transition, recyclage), l'aéronaval et le ferroviaire, les industries de santé et de dispositifs médicaux.

Importance du foncier

Parmi les éléments d'attractivité de la France, la relative abondance de foncier par rapport à d'autres pays européens joue un rôle non négligeable, de même que la disponibilité d'une main-d'œuvre bien formée, d'une position géographique centrale et étroitement connectée au reste de l'Europe. Preuve de cette importance du foncier dans les choix d'implantation, les entreprises et les sites de production s'installent prioritairement à la campagne : les communes de moins de 20 000 habitants sont les premières destinataires des projets. C'est donc tout le territoire qui profite de l'intérêt des investisseurs pour l'Hexagone. « *La réindustrialisation est amorcée* », insiste Business France, l'agence chargée de promouvoir la destination France à l'étranger.

Lire aussi | [La France et le miroir magique de l'attractivité](#)

Néanmoins, ce bilan reste à nuancer. Les données comparables n'étant pas encore publiées à l'échelle européenne, il n'est pas possible, pour l'heure, de dire si la France conserve ou non sa première place pour les investissements en Europe, qu'elle a occupée trois ans durant, de 2020 à 2022. Ces chiffres, compilés par le cabinet EY, ne seront disponibles qu'au moment du traditionnel sommet Choose France, le rendez-vous des patrons internationaux, qui se tiendra le 15 mai, à Versailles. Par ailleurs, si le nombre de projets est rendu public, le montant des investissements lui-même n'est pas révélé.

Chaque jour de nouvelles grilles de mots croisés, Sudoku et mots trouvés.

Jouer

Enfin, une subtilité s'est glissée dans le bilan des emplois. Parmi ceux créés ou maintenus en 2022, les CDI intérimaires, principalement issus de deux entreprises de travail temporaire, Manpower et Randstad, représentent plus de 20 % du total. Si l'on ne tient pas compte de ces emplois créés pour le compte d'autres entreprises, la croissance en nombre d'emplois par rapport à 2021 n'est plus de 31 %, mais de 7 %.

Béatrice Madeline